n°2

Barouf

un brouhaha de discussions et de rencontres
des explosions d'idées subversives et d'envies de révolte
un vacarme pour affronter ce monde ici et maintenant
sans rien attendre des politiciens et de ceux qui veulent nous représenter
... pour que notre désir de se débarrasser de toute autorité, domination et exploitation fasse du bruit !

Septembre 2013

« Votre quartier se transforme »

Ça fait des années que le quartier Barbès-La Goutte d'Or-Château rouge "se transforme" : expulsions et destructions d'immeubles, installations de nouveaux commerces et de galeries d'artistes ou de créateurs financées par la mairie, multiplication des patrouilles de flics, mise en place de nombreuses caméras de vidéo surveillance, etc. Politiciens et investisseurs veulent en faire un quartier branché, capable d'attirer population friquée et touristes. Et dernièrement ça sent vraiment pas bon pour les pauvres...

Déjà, il y a la ZSP, zone de sécurité prioritaire, mise en place en septembre 2012 par le ministre de l'intérieur en lien avec la mairie et la préfecture : encore plus de patrouilles de flics et encore plus de répression. Pour que les "nouveaux venus" se sentent en "sécurité", « il faut virer tous ces indésirables qui squattent le trottoir, vendent des trucs à la sauvette, font du bruit et salissent les rues », se disent ensemble flics et aménageurs. Du coup, c'est la guerre : occupation policière, contrôles et arrestations de vendeurs/euses à la sauvette et de biffins, rafles de sans papiers. Le 6 juin dernier, le quartier a été entièrement bouclé par les flics pendant plusieurs heures et des centaines de personnes ont été contrôlées au faciès. Plusieurs dizaines ont été arrêtées puis enfermées au centre de rétention de Vincennes et, heureusement, la plupart libérée avant l'expulsion. Et puis il y a la chasse aux prostituées, les contrôles d'hygiène de petits restos, les expulsions de logements, etc. Les ZSP -parce qu'il y en a plus de soixante en france- c'est aussi une collaboration renforcée entre le commissariat, la mairie et certaines associations. Plusieurs fois par an, dans le cadre de celle de Barbès, une "cellule de coordination des forces de sécurité" se réunit, en présence d'une quinzaine d'habitants du quartier, membres de collectifs ou d'associations locales. En parlant de collabos on peut aussi évoquer l'association "Action Barbès", qui sévit dans le quartier depuis une dizaine d'années en faisant pression auprès de la mairie en faveur de plus de sécurité et d'une restructuration du quartier. Leur programme ? Un petit tour sur leur site internet en dit long sur leur manière de voir les choses : dégager les « *délinquants* » et « *développer des axes civilisés* » (un relent du temps des colonies)...

Ensuite, dans la volonté de faire de Barbès un quartier "attractif" pour une nouvelle population plus riche qui s'installe peu à peu depuis quelques années, promoteurs urbains et investisseurs ne manquent pas d'idées. Les ateliers/boutiques pour artistes branchés et jeunes créateurs financés par la mairie et les bailleurs sociaux continuent de pousser comme des champignons tandis que le Louxor ré-ouvre ses portes avec des tarifs inaccessibles comme ailleurs : de 7,50 à 9 euros la place de cinéma. Et prochainement, à la place du magasin Vano qui a brûlé l'an dernier, l'ouverture d'une grande brasserie. Les deux restaurateurs à l'initiative de ce projet, Pierre Moussié et Jean Vedreine (qui possèdent déjà plusieurs autres restaurants dans la ville) misent justement sur la transformation du quartier pour attirer tous les bobos dans leur établissement et faire de Barbès le prochain quartier parisien à la mode. Mais pour que leur entreprise fonctionne il va falloir faire place nette sur le trottoir et c'est dans cette optique qu'ils ont été reçus par le maire d'arrondissement afin de « parler de la sécurité aux abords de l'établissement ».

Qu'on ne s'y trompe pas, les habitant-e-s du quartier ne seront pas convié-e-s à lire la carte des menus mais plutôt à faire leurs valises et dégager plus loin. D'ailleurs les loyers ne font qu'augmenter et plus de 75% des logements sociaux sont attribués à des personnes gagnant quasiment le double du SMIC et plus (les catégories PLUS* et PLS**). Une proportion de plus en plus importante des logements

(...)

*Prêt locatif à usage social, accessible à partir de 2 200 euros de revenus par mois pour une personne seule et 5 300 par mois pour un couple avec 2 enfants.
**Prêt locatif social, accessible à partir de 2 900 euros de revenus par mois pour une personne seule et 6 800 par mois pour un couple avec 2 enfants.



Des caméras à la pression policière, de la rénovation du quartier aux vélibs, tout ne se passe pas sans encombre pour les promoteurs et bourgeois qui voudraient s'installer après que le quartier se soit fait labourer. Du coup les caméras se font parfois détruire à peine installées, les vélibs se font voler ou se retrouvent avec les pneus crevés, … ça donne plutôt envie de s'y mettre faut juste pas oublier de prendre les caméras et autres par surprise. Et puis pour éviter la surprise des rafles et contrôles dans la rue ou dans le métro c'est possible de se prévenir sur le quai de la présence d'uniformes dans la station ou de laisser entrouvertes les portes des halls d'immeubles pour que d'autres puissent s'y cacher.

journalbarouf@riseup.net
https://barouf.noblogs.org

(...)

appartenant à des bailleurs sociaux est réservée à l'accession à la propriété pour qui veut et peut s'endetter sur 15 ans. Ils appellent ça la mixité sociale...

« Votre quartier se transforme » annoncent les panneaux de chantier, « oui, mais sans nous » pouvons nous rajouter. Vu que dans quelques mois il y a les élections municipales, les politiciens vont donner un coup d'accélérateur afin de satisfaire leur électorat.

Récemment, quelques habitants du quartier ont organisé des attaques contre les vendeurs/euses à la sauvette, à coup de gazeuse et de bâtons. On se demande quelles sont les motivations de leurs sales coups de pression : une question de territoire ou de commerce ? En tous cas le pouvoir se frotte les mains de cette situation et la police rigole bien de voir des pauvres attaquer d'autres encore plus pauvres. Pendant ce temps là, ceux qui nous gouvernent et nous oppriment au quotidien peuvent continuer leur sale besogne tranquilles. Diviser pour mieux régner sera toujours une stratégie du pouvoir qui préfère voir les gens s'entre-tuer plutôt qu'une révolte embraser les rues comme récemment en Turquie ou au Brésil.

Ce qui se passe à Barbès, occupation policière, guerre aux pauvres, hausse des loyers et rénovation du quartier, c'est un processus qui touche d'autres quartiers de Paris et de la proche banlieue.
À Stalingrad par exemple, autre ZSP de Paris, l'occupation permanente de la place par des CRS, l'ouverture dans la rotonde d'un resto chic avec son immense terrasse et les activités/expositions co-organisées avec la mairie permettent de virer les derniers indésirables.

De la Porte de la Chapelle jusqu'à la Porte de la Villette, un nouveau quartier est en train de voir le jour : des logements mais aussi la création de « nouveaux pôles d'activités et d'emplois à travers l'accueil de bureaux, de commerces et d'activités ainsi que la création d'un hôtel d'entreprises ». Les logements et les infrastructures sont labellisés « Haute qualité environnementale » et le tout est desservi par la nouvelle ligne T3 du tramway.

Plus globalement, avec le projet du Grand Paris, politiciens, promoteurs et urbanistes veulent continuer à étendre et développer une grande métropole mondiale, touristique, branchée et pleine d'investisseurs, où la circulation de l'argent est fluide et la population travailleuse, docile et consommatrice de marchandises et de loisirs. Les autres, les trop pauvres, celles et ceux qui ne servent à rien dans ce projet, sont dégagé-e-s plus loin ou invité-e-s à rester chez eux. Il n'y a qu'à voir certains des nouveaux moyens de transport qui sont mis en place : vélib', autolib', moyens de transport individuels et coûteux dont l'accès est "réservé" à qui a une carte bleue et un compte en banque avec suffisamment d'argent dessus.

Parce que le développement d'un nouveau quartier, de nouveaux axes de transport permettent l'augmentation du coût de la vie. Que la mixité sociale et la rénovation urbaine, c'est la guerre aux pauvres. Et que pour nous contenir et mater toute envie de révolte, polices, vigiles et caméras sont omniprésents. Parce que quand on se fait virer à coup d'huissier ou de tramway, contrôler et filmer à chaque coin de rue et chaque angle du métro, qu'on galère à bouffer et se loger, etc., il y a de quoi avoir envie de se révolter non ?

On pisse sur les GPIS

Le GPIS (Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance) c'est cette milice de vigiles qui rôde d'immeuble en immeuble de 19h30 à 4h30, du 11ème au 20ème arrondissement (en oubliant le 16ème). Ils sont 200 en tout payés par la mairie et un groupement de bailleurs sociaux (Paris Habitat, SIEMP, RIVP, ICF, Emmaus et compagnie) qui mutualisent leurs « moyens de surveillance » pour 70000 logements HLM.

Surveiller, rôder, mettre la pression, pour faire appliquer la loi qui interdit notamment les rassemblements dans les halls d'immeubles, pour s'assurer que l'ordre imposé par l'État, les propriétaires publics, la mairie soit bien respecté.

C'est donc plus d'uniformes bleu-flicaille en bas de chez nous et qui depuis juillet de cette année ont l'autorisation d'utiliser des armes de 6ème catégorie (tonfa et gazeuse), une première chez les vigiles.

Avec ou sans armes ils représentent bien la domination, sous couvert de la justice. Ils travaillent main dans la main avec les flics, les appellent en renfort et leurs plaintes sont facilitées, pas de problèmes pour eux, mensonges et bidonnages sont pratiques courantes. Du coup qu'ils frappent ou se fassent attaquer ils sont à l'origine de centaines de procédures pour atteinte aux personnes et aux biens depuis 2004. Les 100 gpis par nuit qui tournent autour des HLM s'ajoutent aux flics qui le jour expulsent les habitant-e-s qui ne veulent plus ou ne peuvent plus payer leurs loyers.

Heureusement leurs rondes ne sont pas toujours tranquilles entre les pétards, mortiers, barres de fer et machines à laver avec lesquels ils se font -entre autres- attaquer.

Les 30 voitures quotidiennes qui patrouillent s'ajoutent aux caméras aux coins des rues pour surveiller, contrôler, dissuader toutes et tous et réprimer celles et ceux qui se débrouillent, survivent et vivent sans le biais des institutions et autres garde-fous de la société.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, on aimerait rendre leur sale tâche difficile, voir impossible !

À Couronnes y a pas de ZSP mais y a la BST

Ces derniers mois, la chasse aux pauvres n'a pas connu de trêve estivale : rafles de sans papiers, traque des vendeurs/euses à la sauvette et autres indésirables. Entre Belleville et Couronnes les « contrôles de papiers », gazages à la lacrymogène et embarquements au commissariat ont rythmé ces dernières semaines. Leur objectif : empêcher que les biffins et les vendeurs/euses de rue du mois de ramadan ne s'installent sur le terre-plein central et faire comprendre à tout le monde c'est qui qui commande ici. Et pour cela la BST* a reçu du renfort : de jour comme de nuit, plusieurs patrouilles de flics sont restées stationnées autour du métro. Malgré quelques réactions et tentatives d'interposition une résistance plus large n'a pas suivi. Sur les murs du quartier, on a vu une affiche contre la police et l'État qui disait : « *Il est possible de s'opposer aux contrôles et aux arrestations ; de créer des solidarités qui rendent le travail de la police plus difficile. Soyons incontrôlables !* »

* C'est la Brigade Spécialisée de Terrain qui intervient spécifiquement sur les quatre arrondissements du quartier Belleville- Couronnes.

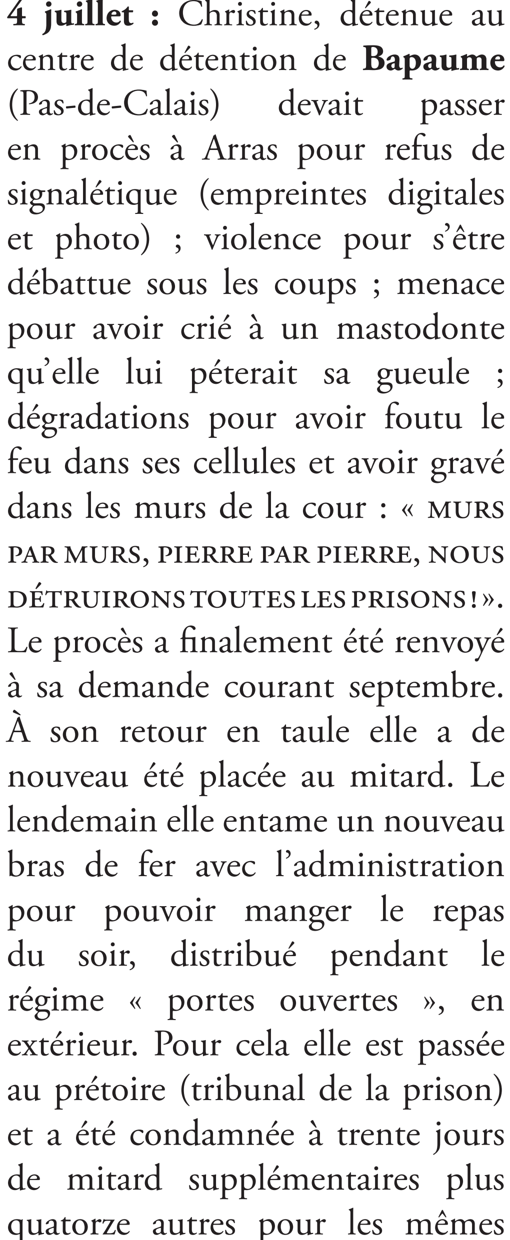
Mutineries en série, révoltes, rebelote, évasions à foison !

Mai/Juin : Plusieurs détenues de la maison d'arrêt des femmes de **Seysses** près de Toulouse font parvenir des lettres à une émission de radio anticarcérale locale pour dénoncer les mauvais traitements de la part de la direction de la taule et des matonnes : mépris et insultes, courriers interceptés, brimades*. À l'extérieur, des personnes solidaires sont allées aux parloirs distribuer des tracts.

21 juin : Concert contre toutes les prisons devant la maison d'arrêt de la santé à **Paris**.

Début juillet : Des détenus placés à l'isolement au centre de détention de **Neuvic sur l'Isle** (Dordogne) font sortir une lettre dénonçant leur placement à l'isolement, les médicaments donnés aux détenus, les fouilles, l'éloignement des proches, le pouvoir des matons sadiques et de la direction. « *Le motif de cet isolement est sécuritaire, c'est l'excuse de l'AP* [Administration Pénitentiaire] *pour nous isoler du reste de la détention, les prétextes trouvés sont les suivants ; avoir bouché un œilleton, avoir insulté un maton, refus de rentrer en cellule ou tout simplement grande gueule.* [...] *Nous réclamons nos transferts, mais aussi la fermeture du quartier d'isolement / quartier disciplinaire / quartier strict régime fermé, la démission de l'ensemble de la direction. Pour cela il nous faut un soutien massif de l'extérieur pour rendre public et créer un rapport de force.*
Nous, nous restons en lutte malgré les coups portés par les porcs de la pénitentiaire, pour qu'enfin on danse sur les ruines de cette porcherie. Nous vous espérons nombreux et actifs afin de briser la répression carcérale. »*





4 juillet : Christine, détenue au centre de détention de **Bapaume** (Pas-de-Calais) devait passer en procès à Arras pour refus de signalétique (empreintes digitales et photo) ; violence pour s'être débattue sous les coups ; menace pour avoir crié à un mastodonte qu'elle lui péterait sa gueule ; dégradations pour avoir foutu le feu dans ses cellules et avoir gravé dans les murs de la cour : « MURS PAR MURS, PIERRE PAR PIERRE, NOUS DÉTRUIRONS TOUTES LES PRISONS ! ». Le procès a finalement été renvoyé à sa demande courant septembre. À son retour en taule elle a de nouveau été placée au mitard. Le lendemain elle entame un nouveau bras de fer avec l'administration pour pouvoir manger le repas du soir, distribué pendant le régime « portes ouvertes », en extérieur. Pour cela elle est passée au prétoire (tribunal de la prison) et a été condamnée à trente jours de mitard supplémentaires plus quatorze autres pour les mêmes « incidents » qui seront jugés au pénal en septembre.*

7 juillet : Un détenu du centre de détention d'**Argentan** (Orne) a mis le feu à une cellule pour protester contre le fait que sa demande de transfert reste sans réponse. Placé au quartier disciplinaire il a de nouveau incendié une cellule le 9 juillet. « *J'ai écrit plusieurs fois. Sans réponses ! Mettre le feu à ma cellule est le seul moyen que j'ai trouvé pour me faire entendre* » a-t-il déclaré lors de la comparution immédiate suite à laquelle il a été condamné à 4 ans de prison supplémentaires.

9 juillet : Un détenu a pris en otage un maton à la prison de **Saint-Quentin-Fallavier** (Isère).

À **Nancy** une quarantaine de détenus ont refusé de regagner leurs cellules à la fin de la promenade en solidarité avec un autre détenu à qui l'AP avait refusé une permission pour assister à des obsèques. La direction de la taule a demandé l'intervention des Eris (équipes régionales d'intervention et de sécurité, "supers matons" cagoulés chargés du maintien de l'ordre en prison).

16 juillet : Évasion de la prison de **Sequedin** près de Lille d'un détenu qui a réussi à tromper la vigilance des matons qui le ramenaient du tribunal. Son frère a déclaré à un journaliste qu'il était parti prendre des vacances et qu'il reviendrait à la rentrée (ha ha ha).

21 juillet : À la maison d'arrêt d'**Angers** un détenu qui était au mitard a volontairement mis le feu à sa cellule pour en sortir. Suite à cela il a été transféré à l'hôpital psychiatrique, où les médecins l'ont réprimé à coup de calmants. Jugé en comparution immédiate pour « dégradation par incendie », il s'est pris un an ferme.

22 juillet : Une trentaine de détenus de la prison de **Clairvaux** (Aube) ont refusé de retourner dans leurs cellules suite à la promenade. Parmi leurs revendications : un meilleur accueil des familles lors des visites.

(...)

(...)

1er août : Mutinerie à la prison de **Bourg-en-Bresse** (Ain). Une vingtaine de détenus ont détruit du mobilier, des caméras de vidéo-surveillance et des lampes dans une des ailes du centre pénitentiaire. Plusieurs graffitis hostiles au juge d'application des peines et à une surveillante ont recouvert les murs. Cette révolte est le résultat d'un ras-le-bol général par rapport au juge d'application des peines qui n'accorde ni aménagements, ni conditionnelles, ni permissions de sortie. Il y a deux mois déjà, une pétition avait été signée par pas mal de détenus et remise à la direction de la prison par rapport à ça. Ce jour là aussi, une surveillante monitrice de sport a interdit aux détenus qui portaient des shorts de sortir. Les Eris sont intervenues pour mater la révolte à coup de matraque et de flashball. Plusieurs personnes ont été mises au mitard et sont ressorties deux jours après et trois ont été transférées.*
En solidarité un blocage a eu lieu à la prison de la Talaudière (**Saint-Étienne**).

6 août : Un sans papiers enfermé au centre de rétention de **Metz** s'est fait la belle depuis l'hôpital de Mercy. Il avait été hospitalisé avec une autre personne après qu'ils aient affirmé avoir avalé des cadenas. À l'hôpital, placé dans une pièce non sécurisée, il a réussi à se barrer à la barbe des policiers. Il n'a à priori pas été retrouvé.

14 et 15 août : Deux détenus ont mis le feu à leurs cellules à la prison de **Laon** (Aisne) à un jour d'intervalle. En comparution immédiate ils ont tous les deux pris 6 mois ferme. Un troisième détenu a également tenté de mettre le feu à sa cellule sans y parvenir.

19 août : Mutinerie à la prison de **Blois** (Loir-et-Cher) suite à la mort d'un détenu visiblement liée à une négligence de l'AP. Une soixantaine de détenus ont refusé de regagner les cellules, allumé un feu dans un des bâtiments et tenté de prendre le contrôle de certains postes de sécurité, jusqu'à ce qu'une quarantaine de membres des Eris débarquent en renfort.

20 et 21 août : Une vingtaine de détenus ont tenté d'incendier un poste de contrôle de la prison de **Châteaudun** (Eure-et-Loire) avant de monter sur le toit d'où ils ont lancé des projectiles. Cinq d'entre-eux ont fini en garde-à-vue. Mais la répression et la présence d'une trentaine de flics des Eris restés sur place ne suffisent pas à faire taire la révolte. Le lendemain une trentaine de prisonniers commencent à saccager des grillages pour s'introduire dans la zone neutre de la prison, avant d'être réprimés 3h plus tard par des Eris de Paris et de Dijon venues en renfort. L'AP prévoit le transfert de 20 prisonniers.

22 août : 22 détenus de la maison d'arrêt de **Bois-d'Arcy** (Yvelines) ont refusé de regagner leurs cellules. Ils protestaient contre la lenteur d'intervention des équipes médicales suite au malaise de l'un d'entre eux.

Le même jour une mutinerie a éclaté au centre de rétention du **Mesnil-Amelot** (Seine-et-Marne) en réponse à une réaction violente des flics lorsqu'un retenu a escaladé une grille pour aller chercher le ballon de foot qui avait atterri dans une partie inutilisée du centre. Un grillage séparant deux blocs du centre a été détruit et des feux ont été allumés dans deux cellules. Les flics on maté la révolte à coup de lacrymos et de matraques et un mutin a fini en garde-à-vue.

30 août : 11 retenus se sont évadés du centre de rétention de **Vincennes** en découpant un grillage avec une scie à métaux. La même semaine un retenu manque à l'appel du centre de rétention du **Mesnil-Amelot**.

6 septembre : Quatre personnes ont tenté l'évasion du centre de rétention de **Palaiseau** (Essonne) en sciant les barreaux d'une fenêtre située au premier étage. Trois d'entre eux y sont parvenus et un a été repris car il s'est blessé en sautant.

Nous sommes solidaires de ces protestations et révoltes car elles viennent briser la routine carcérale de la porte qui se referme sur la cellule, des matons qui humilient, de l'isolement qui nous sépare de celles et ceux que l'on aime. Nous sommes solidaires car nous sommes contre la prison.

Nous sommes contre la prison parce que l'idée qu'un être humain en enferme un autre nous est insupportable, que le temps enfermé mutile et assassine.

Nous sommes contre la prison parce que le monde dans lequel on vit et que nous détestons en a besoin pour nous contenir et nous dresser, pour étouffer nos révoltes.

Nous sommes contre la prison parce que nous sommes contre cette société.

Partager ces histoires permet de briser l'isolement, de renforcer et de créer des solidarités à travers les murs, de donner des idées pour s'attaquer à l'enfermement et à ses rouages.



*voir les lettres et des informations supplémentaires sur le blog du journal : https://journalbarouf.noblogs.org

journalbarouf@riseup.net
https://barouf.noblogs.org